ORAN

Sit-in et protestations des étudiants

Depuis la publication, mercredi, des grilles des niveaux de qualification du régime indemnitaire des fonctionnaires, tels que prévus dans le décret présidentiel n°10-315, les étudiants d'Oran, inquiets, expriment des sentiments allant de la consternation à la colère.

Photo : DR

Jeudi, la plupart des centres universitaires d'Oran ont connu des actions de protestation spontanées de centaines d'étudiants. C'est ainsi que les étudiants de l'ENSET sont sortis dans la rue et organisé un rassemblement à l'Usto.

Les élèves des écoles préparatoires avaient déjà entamé une grève depuis plusieurs semaines, et ce sont d'autres étudiants, notamment ceux de l'école d'architecture, qui ont organisé une marche à l'intérieur de l'enceinte universitaire avant de se regrouper devant la tour administrative qui abrite le rectorat. Au rectorat de l'université d'Es Senia, des groupes d'étudiants qui souhaitaient rencontrer le vice-recteur pour obtenir des clarifications quant aux implications de ce décret auraient été traités de manière hautaine et pleine de mépris. Selon les témoignages, le vice-recteur refusera de les recevoir et de discuter, quittant les lieux sans leur accorder la moindre importance.

Ce comportement aura eu pour effet d'accroître le sentiment de colère et il aura fallu l'intervention des éléments de la police qui, mesurant l'état de la situation, ont rattrapé le vice-recteur, l'enjoignant de retourner à son bureau et de recevoir les étudiants.

Des appels à créer des comités d'étudiants et à la tenue d'assemblée générale ont été lancés dans les campus.

Pour l'heure, il est de plus en plus question d'aller vers des grèves et des rassemblements.

Fayçal M.

BÉJAÏA

Rassemblement des travailleurs de l'ETDE devant le siège de la wilaya

Les mouvements de protestation se multiplient à travers la wilaya de Béjaïa ces derniers jours. Plusieurs dizaines de travailleurs de l'Entreprise des travaux d'électricité (ETDE) ont observé, dans la matinée de mercredi, un rassemblement devant le siège de la wilaya.

Par leur action, les protestataires exigent le paiement de quinze mois d'arriérés de salaire. Les travailleurs de l'ETDE réclament, par la même occasion, la reprise de leur unité par l'Etat, conformément au décret exécutif du gouvernement stipulant que les entreprises cédées aux ouvriers peuvent être «récupérées» par l'Etat si les entreprises en question, comme c'est le cas pour leur unité, explique-t-on, font face à des difficultés financières.

Pour rappel, l'ETDE avait été rachetée par le collectif des travailleurs mais ce dernier n'a pas pu honorer son engagement financier envers le holding public de l'Est.

En marge du regroupement, les membres du bureau de la section syndicale de l'ETDE, affiliée à l'UGTA, ont été reçus par le secrétaire général de la wilaya. Le représentant du wali a promis, lors de cette rencontre avec les représentants des travailleurs, de saisir le gouvernement sur le cas de leur entreprise, selon un syndicaliste de l'ETDE.

De leur côté, les travailleurs de l'EPBTP d'El-Kseur restent mobilisés en procédant à la fermeture de la RN26, au niveau de la localité d'El-Kseur, pour la cinquième journée consécutive.

Les travailleurs demandent le paiement de leurs primes ainsi que 14 mois d'arriérés de salaires.

A. K.

BOUMERDÈS

Une autre agression contre un P/APC

Décidément, l'agression physique contre les maires tend à devenir un phénomène contagieux dans la wilaya de Boumerdès. Des manipulations ne sont pas à exclure.

Après l'attaque en règle contre le maire de Thénia, deux jours après, c'est au tour du premier magistrat de la commune de Boudouaou El-Bahri d'être agressé par un ancien habitant de sa municipalité.

Devant l'absence d'une autorité pour le soutenir, Louriachi, élu sur la liste du FLN, est passé à notre bureau pour nous relater sa mésaventure.

«Hier vers (lundi, ndlr), vers 11h, un de mes ex-administrés âgé d'une trentaine d'années et doté d'une corpulence, deux fois ma taille, a fait irruption dans mon bureau. Sans raison apparente, il a commencé par m'insulter. Il a tenté ensuite de m'agresser. J'ai évité les coups. Le forcené s'est cogné la tête contre un mur, ce qui lui a engendré une blessure au front. Il a menacé de se suicider en me faisant porter la responsabilité de sa mort. Fort heureusement, des agents de service sont arrivés pour le maîtriser.» Il précise que l'agresseur dont la famille a été relogée à Ouled Moussa dans le cadre du programme de la prise en charge des familles victimes du séisme de 2003 est venu réclamer un certificat de résidence auquel il n'ouvre pas droit.

Selon lui, l'agresseur est épileptique et porteur d'une carte de handicapé mental. Contrairement au cas de l'agresseur contre le P/APC de Thénia qui a été arrêté puis placé sous mandat de dépôt par le procureur de la ville de Boumerdès, celui qui a attaqué Louriachi court toujours. Il peut être un danger. M. Louriachi s'attend à la récupération de cet incident par ses adversaires. «Certains suggèrent d'ores et déjà à mon agresseur de se faire passer pour une victime», note-t-il.

Dans cette commune prise en otage par les pilleurs de sable et leurs complices tapis dans les rouages des institutions de l'Etat, au su et au vu de tous, des manipulations contre un adversaire déclaré ne sont pas à exclure.

Dans ce climat politique pollué par un processus populaire de délégitimation de l'autorité, ne faut-il pas craindre d'autres dépassements ?

Abachi L.

TIZI-OUZOU

Inauguration du nouvel hôpital d'Azeffoun

La nouvelle structure hospitalière implantée dans la ville d'Azeffoun est un acquis pour la population de la localité et même celle en dehors, puisque cette région est une des destinations estivales les plus prisées.

Elle permettra un rééquilibrage de la couverture sanitaire, insuffisante, eu égard au territoire de cette daïra, et sera aussi d'un apport qualitatif dans les soins à prodiguer, notamment par des médecins spécialistes jusque-là absents à travers les quatre communes que compte la daïra. Le ministre de la Santé a procédé, jeudi, à l'inauguration de cet hôpital de 60 lits, dont la réalisation a été confiée à une entreprise chinoise, après un long retard. L'euphorie observée lors du lancement du chantier chez la population s'est dissipée laissant place à quelques interrogations.

Au début, les reports successifs étaient justifiés par un glissement de terrain menaçant la structure de l'édifice, la non-réalisation des VRD, les monte-malades à installer... Mais jusqu'à un passé récent, rien ne semblait à même de justifier le retard pris pour son ouverture.

D'ailleurs, le personnel administratif a pris ses quartiers dans la nouvelle structure, entièrement équipée d'un nouveau matériel médical, l'été dernier. Quant au personnel médical, il était jusque-là en fonction à l'EPSP en attendant son transfert à l'EPH.

Ce nouvel hôpital va insuffler une nouvelle dynamique dans ce secteur et aussi mettre fin à toutes les spéculations nées du retard observé dans sa mise en fonction.

A Draâ-Ben-Khedda, c'est la clinique de cardiologie pédiatrique, en voie d'achèvement, que le ministre a eu à visiter après s'être arrêté sur le chantier du centre pour cancéreux dont les travaux ont été récemment lancés.

F. B.

MOSTAGANEM

Les propriétaires des véhicules saisis s'insurgent

Tous les mercredis, et depuis le mois d'octobre dernier, de nombreux propriétaires de véhicules se donnent rendez-vous en face du tribunal de la ville d'Oran pour exiger la restitution de leurs véhicules saisis et placés en fourrière par les services de la gendarmerie. Cette fois, la situation a dégénéré puisque les protestataires ont décidé d'occuper le parc de l'APW pour réitérer leur revendication de restitution de leurs véhicules vendus avec de faux documents de base.

Tous sont unanimes à se dire non-concernés par ce trafic. «S'il y a un faux, pourquoi a-t-on délivré des cartes grises en bonne et due forme et pourquoi avoir attendu tout ce temps pour estimer l'infraction ?» disent-ils. Les instigateurs de cette affaire sont des fonctionnaires des wilayas d'Oran et Mostaganem et ils sont derrière les barreaux.

Les propriétaires des véhicules saisis ont interpellé ce jour le premier responsable de la wilaya pour trouver une solution à leur problème. Un groupe de protestataires a été même désigné pour être reçu par le secrétaire général de la wilaya qui leur a assuré une prise en charge de leur situation dans un avenir proche. A Mostaganem, cette affaire risque de susciter un mécontentement le 16 février prochain, selon le propriétaire d'un tracteur saisi et un chauffeur de taxi qui s'est montré menaçant. D'autres déclarent que les véhicules placés en fourrière sont dans des abris découverts, donc exposés aux intempéries et à l'usure. «Les gens qui ont vendu les véhicules ne sont pas inquiétés», nous dira une victime.

En attendant, les propriétaires des véhicules saisis sont dans l'expectative, qualifiant ce qui leur arrive de véritable injustice commise à leur encontre.

A. B.

BLIDA

Scandale à la direction des affaires religieuses

De sources crédibles, nous avons appris que 160 millions de centimes de dons de bienfaiteurs ont été volés de l'une des caisses de la direction des affaires religieuses de Blida. Cet argent collecté dans les différentes mosquées de Blida était destiné à être distribué aux pauvres.

Le trésorier de la direction des affaires religieuses a été surpris de voir la porte de son bureau ainsi que le coffre défoncés. Une enquête a été ouverte par la police judiciaire de Blida et 38 agents de cette direction ont été interrogés. A noter que la porte principale de cette direction n'a fait l'objet d'aucune effraction, ce qui laisse supposer que l'auteur de ce vol connaît bien les lieux.

M. B.